

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle 16000 Angoulême
16000 Angoulême

Angoulême, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE

Le Bocage
16100 Cognac

Références : 2026_443_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0003102474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE implanté au lieu-dit Le Bocage, 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE
- Lieu-dit Le Bocage, 16100 Cognac
- Code AIOT : 0003102474
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite à son projet d'augmentation de la capacité de production de vins et de création d'une distillerie, la société SAS SOCIETE DOMAINE DU BOCAGE est autorisée, par Arrêté Préfectoral d'Enregistrement du 25 avril 2024, à exploiter des installations de production par distillation d'alcools de bouche et de préparations de vins (soumises au régime de l'enregistrement), ainsi que des installations de stockage d'alcools, de stockage de gaz et de refroidissement évaporatif (régime de la déclaration).

Ce rapport rend ainsi compte d'une visite d'inspection de récolement aux prescriptions propres à cet Arrêté Préfectoral d'Enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.2.2	Demande d'action corrective	4 mois
14	Rétention des écoulements accidentels et confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4	Sans objet
2	Volumes d'activité et état des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 1.2.1	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Sans objet
4	Baie vitrée - Aménagement de prescription générale	Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.1.1	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Sans objet
6	Voie engin - Aménagement de prescription générale	Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.1.2	Sans objet
7	Vérifications périodiques / registre de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Sans objet
9	Traitement des vinasses	Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.2.3	Sans objet
10	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Sans objet
11	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Sans objet
12	Foyers inversés	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 68	Sans objet
13	Citerne gaz	Arrêté Ministériel du 23/08/2025, annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection, la majorité des points de contrôle ne font pas l'objet de suite. Une action corrective est néanmoins attendue quant au maintien d'un volume disponible pour la rétention de l'aire de dépotage et de la distillerie (mise en place d'un dispositif visuel), ainsi qu'une demande de justificatif concernant la citerne souple de réserve incendie. Si elle est bien présente, suffisamment dimensionnée et semble être équipée des bouches de connexion adéquates, elle doit également faire l'objet d'une réception par les services du SDIS16.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4
Thème(s) : Situation administrative, documents à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne, [...], l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation, [...], les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : [...] <ul style="list-style-type: none">- le plan de localisation des risques, (cf. article 10) ;- le plan général des stockages (cf. article 11) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque pour les créations de bâtiments ou d'extension de bâtiments (cf. article 14) ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 20) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 35) ;- le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 46) ; Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection l'ensemble des documents précités, sous format papier ou dématérialisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Volumes d'activité et état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieur à 30hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	6 alambics de 25 hl, capacité de charge totale : 150hl/j capacité de production : 90 hl AP/j	E
2251-B	Préparation, conditionnement de vins B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/an.	5 pressoirs à raisins d'une puissance cumulée de 75 kW 40 cuves dont 31 extérieures - capacité de stockage de vins totale : 19 899hl - capacité de production de vins totale : 30 000 hl/an	E
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	Chai de distillation : 180 m ³ Réserve climatique : 122 m ³ QSP totale : 302m³	DC

Régime : E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle périodique)

Constats :

A la date de la visite d'inspection, les activités de vinification et de distillation de la campagne 2025/2026 étaient terminées. L'exploitant a ainsi pu partager les volumes d'activités finaux de cette campagne, ainsi que l'état des stocks en date du 12 février 2026.

Volumes d'activité 2025/2026:

- quantité de vins produits: 16 463 hl
- quantité de vins distillés: 10 890 hl
- quantité d'eaux de vie produites: 1 182 hl

Etat des stocks - 12/02/26

- stockage de vin: cuverie vide
- stockage d'alcools: 92,61 m³ (dont 35,41 m³ dans le chai de distillation et 57,2 m³ dans le chai de réserve climatique)

D'après ces éléments, les volumes d'activité ou quantités stockées propres à chacune des rubriques ICPE précitées sont conformes aux seuils définis dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 25/04/26.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
Prescription contrôlée : I. Lorsque la ou les unités de distillation sont situées dans des locaux fermés, les locaux les abritant présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - Murs : les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI 120 [...] - Charpente/couverture : l'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu Broof (t3) au minimum [...] La couverture est en matériaux de classe A2s1d0, excepté pour les systèmes d'évacuation des fumées. - Ouvertures/issues : les portes extérieures de la distillerie sont E 30, s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances. De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'un caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non vers l'extérieur. II. L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes : - Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu [...] De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation [...] - Local de vie du distillateur : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une attestation de l'entreprise Eurl David BOUTON (maître d'œuvre du projet de construction de la distillerie), datée du 31/03/25, certifiant le respect des règles de constructions suivantes: - murs construits en argi16 de chez Terreal, REI 240 - charpente en lamellé collé stable au feu 1/2 h - couverture fibrociment A2s1d0(MO) - portes extérieures E30 - portes intérieures E120 munies de "ferme-portes"

De manière plus détaillée, les justificatifs suivants ont pu être consultés (envoyés par mail le 11/02/26 à l'inspection) et/ou les constats suivants faits:

Murs :

- attestation de l'entreprise de maçonnerie SARL Dupuy Patrick, datée du 31/03/25, certifiant que les matériaux mis en œuvre pour la construction de la distillerie et de ses annexes [...] sont de type argi16 de chez Terreal et ont une résistance au feu REI240
- procès-verbal de résistance au feu du-dit élément de construction, fourni par le fabricant (Terreal)

Ouvertures / issues :

- attestation de l'entreprise LD MENUISERIE, datée du 31/03/25, certifiant entre autres que les portes intérieures prévues entre la distillerie et le chai de distillation ou le bureau sont EI120, et celles extérieures sont E30.
Par contrôle aléatoire, l'inspection a pu vérifier ces informations directement sur certaines portes.
- constats sur le terrain: présence de caniveaux évitant tout écoulement d'alcool hors de la distillerie, porte vers le chai de distillation équipée d'un dispositif de refermeture automatique (justificatif CE et compatibilité avec le caractère coupe-feu de la porte présentés), issue vers l'extérieur présente dans le local distillateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Baie vitrée - Aménagement de prescription générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux

Prescription contrôlée :

Art 2.1.1 APE : Aménagement du I de l'art.14 de l'AM du 14/01/11

Les caractéristiques constructives seront conformes, à l'exception de l'installation d'une baie vitrée séparant la distillerie et le bureau de distillation. Cette baie vitrée est a minima de classe EI120.

La baie vitrée de séparation est équipée d'un film anti-explosion (anti-bris de verre) garantissant la protection des personnes contre les risques de projection de verre dans la zone des effets de surpression d'intensité 20-50 mbar.

Constats :

Par mail du 11/02/25, l'exploitant a envoyé à l'inspection les justificatifs suivants:

- une attestation de l'entreprise LD MENUISERIE, datée du 31/03/25, certifiant entre autres que "la fenêtre fixe prévue entre le bureau et la distillerie a reçu un vitrage EI120 avec film anti-déflagration";
- une attestation de l'entreprise Eurl David BOUTON (maître d'œuvre du projet de construction de la distillerie), datée du 31/03/25, certifiant le respect de règles de constructions définies et notamment l'utilisation d'une "baie vitrée entre distillerie et bureau, EI120 avec verre anti explosion".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. [...] Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol du local. [...] Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès [...] Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version octobre 2003 ou version ultérieure) [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une attestation de l'entreprise Eurl David BOUTON (maître d'oeuvre du projet de construction de la distillerie), datée du 31/03/25, certifiant la surface des différents exutoires: 1,50 m ² pour ceux de la distillerie et du chai climatique, 1 m ² pour ceux du chai de distillation. L'inspection a pu constater la présence de 3 exutoires au sein de la distillerie soit 4,50 m ² de surface utile d'ouverture, supérieure à 2% de la surface au sol (216,45 m ² x 0.02 = 4,33 m ²). <i>(Le chai de distillation et le chai climatique comportent bien chacun un exutoire, d'au moins 1 m² conformément à ce qui est requis pour les installations de stockage d'alcools à déclaration de moins de 300 m²).</i> Les commandes de ces dispositifs d'évacuation des fumées dans la distillerie sont bien automatiques et manuelles, et ces dernières placées à proximité des accès. L'exploitant a présenté un document de l'entreprise GOUDY SAS attestant de la fourniture et de la pose d'exutoires "conformes aux règlements en vigueur", auquel est joint un certificat CE de constance des performances des DENFC délivré par l'Afnor et certifiant que le dispositif répond aux dispositions de la norme EN 12 101-2:2003.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Voie engin - Aménagement de prescription générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : <i>En lieu et place des dispositions du II de l'art.16 de l'AM du 14/01/11 et de l'art.12 de l'AM du 26/11/12 susvisés, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes:</i> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur l'ensemble du périmètre des installations de préparation et de stockage de vins, chai de distillation bureau et local technique [...] Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 m, la hauteur libre au minimum de 3,5 m [...]- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 m de cette voie ;- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'une voie engin périphérique à l'ensemble des installations. Elle respecte les prescriptions énoncées ci-dessus et faisant suite à un aménagement des articles mentionnés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérifications périodiques / registre de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'installation datant de 2025, certains dispositifs n'ont pas encore fait l'objet de vérification périodique/maintenance depuis leur conformité lors de la mise en service (attestation du maître d'œuvre du 31/03/25), notamment les exutoires. Les extincteurs ont été contrôlés par la société eurofeu (facture du 21/10/25). Les installations électriques ont été vérifiées le 18/06/25 (certificat Q18 délivré par l'Apave). Le rapport associé fait état d'améliorations possibles mais d'aucune non-conformité. L'exploitant a été en mesure de présenter à l'inspection le registre de sécurité complété.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <i>art 2.2.2: Prévention des accidents (complément aux prescriptions générales):</i> Le site dispose d'une réserve incendie d'une capacité de 240 m ³ , elle est implantée en bordure de voirie carrossable, comprenant deux aires d'aspiration d'une surface individuelle de 32 m ² , localisée à 50 m maximum de l'ensemble distillerie et chai de distillation ainsi que du chai de stockage "réserve climatique". Cette réserve est raccordée à plusieurs modules d'aspiration pour permettre aux engins du SDIS de s'y connecter [...] La réserve incendie est réceptionnée par le SDIS dès que celle-ci est installée
Constats : Le site dispose bien d'une citerne souple de 240 m ³ , positionnée à environ 50 m des installations, et comprenant 2 modules d'aspiration. Cette réserve incendie n'a cependant pas fait l'objet d'une réception par le SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire réceptionner la réserve incendie par le SDIS, et de fournir à l'inspection le PV de réception alors délivré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Traitement des vinasses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2024, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des effluents
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un bassin de stockage pour les effluents de lavages et de vinasses de 160 m ³ [...] Les effluents et les vinasses seront épandus sur les parcelles désignées dans le plan d'épandage ou collectés par une société dûment autorisée à cet effet pour être traités comme déchets.
Constats : Le dossier d'enregistrement mentionnait un bassin existant de 320 m ³ , compartimenté de la manière suivante : - 80 m ³ servant de réserve d'eau pluviale - 240 m ³ dédiés au stockage des effluents de lavage et vinasses (80 m ³ pour les vinasses de bonne chauffe, 160 m ³ pour les autres effluents)

<p>L'aménagement finalement réalisé est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bassin de récupération des eaux du chai de vinification (70m³) - deux bassins de récupération des vinasses (vinasses de vin et de bonne chauffe, 35 m³ chacun) - un bassin global de récupération des vinasses et effluents de 140 m³ <p>Ces volumes ont été déclarés par l'exploitant par mail du 26/02/2026, suite à une demande de précision de l'inspection.</p> <p>La gestion des vinasses et autre effluents se traduit à la fois par de l'épandage et par envoi vers une société de traitement et valorisation (Revico).</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection le volume d'effluents produits sur la campagne 2025 (activités vinification et distillation), ainsi que la répartition de ces volumes entre épandage et envoi chez Revico.</p> <p><u>Epandage</u> : l'inspection a pu consulter le cahier d'épandage contenant les volumes, dates et parcelles utilisées jusqu'à fin 2025, ainsi que les volumes restant à épandre sur 2026.</p> <p><u>Traitement chez Revico</u> : l'inspection a pu consulter le détail des volumes envoyés pour traitement sur la dernière campagne, et a eu accès à la facture de Revico concernant les volumes envoyés jusqu'au 31/12/25.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosif / inflammable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art.20 AM 14/01/11 (2250 - E) Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut-être mise à la terre.</p> <p>art.2.7 APPG 18/06/08 (4755 - DC) Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles [...] Sur chaque zone de chargement/déchargement des alcools, les camions doivent pouvoir être reliés électriquement au circuit général de terre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sein de la distillerie, l'ensemble des équipements sont bien mis à la terre (ponts existants entre les installations de distillation), tout comme les cuves inox présentes dans les chais de distillation et de stockage d'eaux-de-vie. L'inspection a également pu constater la présence d'une prise de terre sur l'aire de chargement/déchargement d'alcools.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : art.21 AM 14/01/11 (2250 - E) L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment [...] d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles. art.4.1.1 APPG 18/06/08 (4755- DC) Les installations de stockage de moins de 300 m ² sont équipées de deux extincteurs au moins judicieusement répartis. Leur puissance extinctrice minimale doit être de 144B au moins. Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.
Constats : Des extincteurs de type 144B au moins sont bien présents à l'intérieur de la distillerie et facilement accessibles, tout comme au sein des installations de stockage d'alcools (chais de distillation et chai de réserve climatique). L'exploitant a présenté la facture d'entretien des 21 extincteurs du site (en date du 21/10/25), information également relatée sur le registre de sécurité (cf point de contrôle 7).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Foyers inversés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Afin d'éviter toute possibilité de contact entre l'alcool et le foyer de combustion, en cas d'implantation d'une nouvelle installation de combustion, si celle-ci n'est pas implantée au sein d'un bâtiment existant abritant déjà une unité de distillation, le foyer de l'appareil de combustion n'est pas situé dans le local abritant l'unité de distillation (foyer dit inversé) ou le foyer de l'appareil de combustion est séparé du stockage d'alcool en cours de coulage par une paroi REI 120, dont la hauteur ne peut être inférieure à celle du point de coulage par gravité. Les éléments de construction entre le local de distillation et le foyer de l'appareil de combustion présenteront les caractéristiques de réaction au feu suivantes : - paroi REI 120 ; [...] - communication entre le local abritant l'unité de distillation et le foyer de l'appareil de combustion munie d'une porte EI 30 et équipée d'un ferme porte. Dans le cas des foyers inversés, aucune canalisation de gaz n'est située du côté de l'unité de distillation.

Constats :

Les foyers des 6 alambics de la distillerie ne sont pas situés dans le local de distillation, mais au sein d'un local technique longeant ce dernier (foyers inversés). De fait, aucune canalisation gaz n'est présente dans le local de distillation. Un mur REI240 sépare ces 2 espaces, et aucune communication n'est possible entre eux (pas de porte). Le seul moyen d'accéder au couloir contenant les foyers des brûleurs est d'emprunter une porte E30 depuis l'extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : citerne gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2025, article annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de gaz en réservoir aérien

Prescription contrôlée :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	1 cuve aérienne de propane QSP totale de 13 t	DC

Régime :DC (déclaration avec contrôle périodique)

Arrêté Ministériel du 23/08/2025, article annexe I :

Implantation:

Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site.

Mise à la terre:

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits [...] L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

Vannes:

Les vannes sont aisément manœuvrables par le personnel,[...] l'installation est munie d'un bouton d'arrêt d'urgence déclenchant une vanne d'isolement du stockage.

Accès:

En l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).

<p>Moyens de lutte contre l'incendie:</p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux extincteurs à poudre "ABC" d'une capacité minimale de 9 kg - pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 tonnes, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance
<p>Constats :</p> <p>La déclaration ICPE faite par l'exploitant le 02/02/24 mentionne l'implantation d'une cuve aérienne de propane de QSP 13 t (installation soumise au régime DC au titre de la rubrique 4718 des ICPE).</p> <p>L'exploitant indique que son projet a évolué dans le sens où il a pu bénéficier d'un raccordement de son site au réseau gaz de ville. Ainsi, à ce jour, aucun réservoir de stockage de gaz n'a été installé sur le site.</p> <p>D'après l'article R512-74 du code de l'environnement, la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans.</p> <p>La déclaration propre au réservoir de stockage de gaz (rubrique 4718) sera donc caduque en avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Rétention des écoulements accidentels et confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques de pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Local de distillation <u>article 27 AM 14/01/11</u> : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. </p> <p><u>article 2.2.1 APE 25/04/24</u> : L'installation ne produisant pas plus de 150 hl AP/j, elle n'est pas dans l'obligation de mettre en œuvre un confinement des eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre. Cependant, en cas d'incendie, les eaux d'extinctions sont renvoyées vers des regards siphoniques en aval des chais et en amont d'une canalisation de collecte des débordements vers une zone sans risque pour les tiers. Ces regards spécifiques permettent de s'opposer à la propagation d'incendie par les réseaux [...]</p> <p>Chais de distillation et de réserve climatique <u>annexe I-2.8 APPG 18/06/08</u> : Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand récipient, - 50% de la capacité maximale de stockage des récipients associés à la rétention. <p>En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers</p> </p>

la propriété des tiers, un réseau souterrain public, des bâtiments habités ou occupés par des tiers, d'autres installations de stockage, les points d'eau des services de secours.

Aire de dépotage

article 2.2.1 APE 25/04/24 : L'aire de dépotage/lavage est associée à une capacité de rétention déportée de 30 m³ minimum constituée par le bassin de collecte des effluents de 160 m³. A cet effet, un repère visuel est installé dans le bassin à vinasse afin de maintenir disponible le volume de 30 m³ requis.

Constats :

Local de distillation

La mise en rétention de la distillerie (50% x 6 alambics x 25 hl = 7,5 m³) est assurée, via caniveaux et regard siphonide, par une rétention déportée vers le compartiment du bassin de récupération des eaux du chai de vinification.

En cas de sinistre, les eaux d'extinction et les débordements de rétention sont envoyés par une canalisation dans une zone sans risque pour les tiers, située au sud-ouest du site au niveau de vignes.

Chais de distillation et de réserve climatique

Les chais de distillation et de réserve climatique sont en rétention interne, respectivement par encaissement et par la présence de murs/seuils.

	QSP (m ³)	QSP/2 (m ³)	Surface (m ²)	Hauteur de rétention (m)
Chai de distillation	180	90	88	h= 1,02 m minimum
Chai de réserve climatique	122	61	115	h = 0,53 m minimum

Les hauteurs de rétention des chais n'ont pas été mesurées mais semblent satisfaire les hauteurs minimales calculées ci-dessus.

Pour chacun des chais, une canalisation associée à des regards siphonides collecte et achemine les éventuels débordements vers la zone sans risque pré-citée.

Aire de dépotage

L'aire de dépotage/lavage est équipée d'un système de vanne 3 voies (bassin rétention, déshuileur, cuve phytosanitaire) à manœuvrer en fonction de l'activité réalisée. Lors des opérations de dépotage, l'aire est ainsi connectée à une rétention déportée constituée par le bassin de récupération des eaux du chai de vinification.

En revanche, aucun repère visuel ou autre dispositif n'est présent pour s'assurer de la disponibilité permanente d'un volume de 30 m³ au sein du bassin en question.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un repère visuel ou tout autre dispositif dans le bassin servant de rétention déportée à la distillerie et à l'aire de dépotage, afin de pouvoir s'assurer du maintien disponible dans celui-ci du volume de 30 m³ requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois